

CULTURE

Dak'Art : la 15e édition reportée à la fin de l'année, des artistes se réorganisent

P. 6



SANTÉ

Podor : 18 décès maternels enregistrés dans le district sanitaire en 2023

P. 7



FOOTBALL

L'entraîneur des Lionnes en tournée en France

P. 8



THIES

LA FORÊT D'ALLOU KAGNE, UN « BERCEAU DU TOURISME INTÉGRÉ »



La forêt d'Allou Kagne, située sur le plateau de Thiès (ouest), regorge d'un immense potentiel naturel qui peut valablement permettre à cet écosystème forestier d'être le « berceau du tourisme intégré » au Sénégal. L'implantation dans cette zone, située entre Dakar et Thiès, de petites structures hôtelières, développerait le maraîchage, le transport, l'artisanat, etc. « Le tourisme intégré peut être un pôle d'attraction regroupant dix à quinze auberges et campements d'une à une cinquante de chambres », relevé le président de l'Organisation nationale pour l'intégration du tourisme sénégalais (ONITS), Doudou Gnagna Diop.

PAGE 5

GOUVERNEMENT



BASSIROU DIOMAYE FAYE LIE LA RUPTURE SYSTÉMIQUE À LA MÉTHODE DE TRAVAIL DE L'EXÉCUTIF

Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a présidé en compagnie du Premier ministre Ousmane Sonko et des ministres un séminaire gouvernemental de deux jours, au cours duquel il a rappelé que « la rupture et la transformation systémiques en profondeur » promises aux populations sénégalaises « doivent d'abord commencer par la méthode de travail au sein de l'exécutif comme dans les rangs du gouvernement ». Le chef de l'Etat a rappelé aux ministres de la République, sa volonté de voir le gouvernement œuvrer dans l'efficacité.

P.3

ÉCONOMIE

INSTALLATION DU BUREAU DU CONSEIL LOCAL DE PÊCHE ARTISANALE DE KÉDOUGOU ET SALÉMATA

■ Par Ibrahima Diébakhaté

Kédougou – Le sous-préfet de Bandafassi, Lamine Diop, a procédé à l'installation du bureau du conseil local de pêche artisanale (CLPA) des départements de Kédougou et Salémata (sud-est), pour améliorer au plan local, la chaîne des produits de la pêche, a constaté l'APS.

« Nous sommes là aujourd'hui, pour installer le bureau du conseil local de pêche artisanale des départements de Kédougou et Salémata, réunis pour une meilleure gestion de la chaîne de valeur de l'économie de la pêche », a dit M. Diop lors de la cérémonie d'installation, en présence d'une délégation du ministère des Pêches et des Infrastructures maritimes et portuaires.

« Maintenant, il appartient au bureau installé, de prendre en charge les préoccupations des acteurs locaux de la pêche et faire des propositions à la direction des pêches maritimes et continentales », a-t-il ajouté.

Le sous-préfet de Bandafassi a demandé aux acteurs de la pêche des départements de Kédou-



gou et de Salémata, de s'organiser davantage, pour solutionner les difficultés qu'ils rencontrent au niveau du fleuve Gambie. Il a réitéré la disponibilité des autorités administratives, à les appuyer dans le fonctionnement du conseil local de pêche artisanale de Kédougou et Salémata.

Mayoro Dia, président élu du nouveau bureau, a remercié le service régional des pêches de Kédougou et les autorités qui ont participé à la mise

en place du bureau, qui « va améliorer le secteur de la pêche, dans la région ». Il a appelé, les acteurs de la pêche locale à œuvrer au développement du secteur, pour leur grand bonheur.

Le bureau du CLPA de Kédougou et Salémata, est le fruit d'un Projet d'appui au développement durable de la pêche continentale. Il vise à renforcer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté rurale au Sénégal. ■

SANTÉ

BASSIN ARACHIDIER : LA PRÉVALENCE DE L'HÉPATITE B EST À PLUS DE 10%

■ Par Ndeye Suzanne Sy

Dakar – La prévalence de l'hépatite B, est à plus de 10%, dans le bassin arachidier (centre), a indiqué, le secrétaire général du cadre de concertation, de coordination et d'actions, de plaidoyer de la société civile pour la santé au Sénégal (3 Cap-Santé), Karim Diop.



« En ce mois d'avril, nous étions dans le bassin arachidier, où la prévalence de l'hépatite B est à plus de 10% », a-t-il déclaré, samedi au cours d'un panel organisé dans le cadre de la Journée mondiale de la santé, célébrée le 7 avril dernier sur le thème « Notre santé, nos droits ».

« Les dépistages menés ont montré que l'hépatite B affecte beaucoup de jeunes leur causant la cirrhose, une inflammation chronique du foie qui détruit les cellules hépatiques », a-t-il expliqué. « Malheureusement, si vous allez à Kaolack. Vous verrez

qu'au niveau des hospitalisations en interne, il y a beaucoup de jeunes qui présentent des cirrhoses, c'est-à-dire des cancers du foie », déplore le docteur Diop. Il a plaidé pour la « mise en œuvre d'un programme ardu de dépistage, de prévention et de vaccination des enfants à la naissance contre l'hépatite B ». Karim Diop a annoncé qu'une note conceptuelle sera transmise aux autorités avec des recommandations, pour apporter des solutions, à ce problème de santé. « L'Etat ne pourra pas tout faire, mais peut renforcer la dynamique qui est déjà développée », a-t-il souligné. ■

SOCIÉTÉ NATIONALE AGENCE DE PRESSE SÉNÉGALAISE (APS)

ADRESSE :

Maison de la presse, Rue 5 x Corniche ouest Médina (Dakar)

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Thierno Ahmadou Sy

DIRECTEUR DE L'INFORMATION ET DES CONTENUS : Amadou Samba Gaye

DIRECTEUR DES SYSTÈMES D'INFORMATIONS : Cheikh Sèye

COMITÉ DE RÉDACTION :

Aboubacar Demba Cissokho, Ndeye Suzanne Sy, Charles Senghor, Abdou Kogne Sall Birane Hady Cissé, Cheikh Gawane Diop Sokhna Khadijatou Sakho, Boubacar Kanté, Amadou Ba

ÉQUIPE TECHNIQUE :

Samaké Ba Samba, Doudou Ndoye

PHOTOGRAPHES :

Ppape Demba Guèye, Dieylani Seydi, Aliou Sylla

MONTAGE ET INFOGRAPHIE :

Essa Seck

COMMERCIALE :

Yaye Fatou Ndiaye

Infoline : 77 280 96 96 - 77 280 95 95

GOUVERNEMENT

BASSIROU DIOMAYE FAYE : « LA RUPTURE SYSTÉMIQUE DOIT D'ABORD COMMENCER PAR LA MÉTHODE DE TRAVAIL DE L'EXÉCUTIF »

■ Par Abdoulaye Badji

Dakar – Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a présidé en compagnie du Premier ministre Ousmane Sonko et des ministres un séminaire gouvernemental de deux jours, au cours duquel il a rappelé que « la rupture et la transformation systémiques en profondeur » promises aux populations sénégalaises « doivent d'abord commencer par la méthode de travail au sein de l'exécutif comme dans les rangs du gouvernement ». Le chef de l'Etat a rappelé aux ministres de la République, sa volonté de voir le gouvernement œuvrer dans l'efficacité.

« Il nous faut savoir que les attentes des populations sont grandes et nous leur avons promis la rupture et la transformation systémique en profondeur qui doivent d'abord commencer par la méthode de travail au sein de l'exécutif comme dans les rangs du gouvernement », a dit M. Faye à l'ouverture du séminaire. Il a souligné que les ministres de la République doivent avoir en bandoulière l'honneur de servir, car étant choisis parmi de nombreux citoyens tout aussi compétents pour mener à bien les missions qui leurs ont été assignées.

« J'attends donc de ce séminaire gouvernemental, qu'il vous permette de disposer des connaissances fondamentales et des principaux outils, leviers et normes devant permettre de piloter, diriger, conduire, bref, de manager avec efficacité et efficacité les départements ministériels qui vous ont été confiés », a dit le chef de l'Etat. « Vous devez donc exercer la plénitude de vos attributions pour garantir le succès de votre mission », a-t-il lancé, appelant les membres du gouvernement « à faire preuve de disponibilité à



l'endroit de leurs collaborateurs pour un bon partage d'informations et pour une bonne compréhension ».

Les ministres de la République doivent aussi aux usagers de l'administration, la part de service public qui leur est confiée, a ajouté le président Faye, appelant « à l'assumer avec dévouement ». Il a relevé qu'un autre pilier fondamental, dans le travail des membres du gouvernement, doit être « l'humilité ». « C'est cet état d'esprit dont les ministres ne doivent jamais se départir et qui doit les conduire à cultiver la réserve et la discrétion de façon permanente. Mais également, les amener à entretenir l'esprit d'équipe et la solidarité au sein du gouvernement, sous la direction du Premier ministre », a-t-il insisté.

« Le dernier facteur est la compétence, dont vous devez faire montre après avoir été enrichis par les débats que nous allons avoir durant cette journée intense de travail autour des sujets de l'organisation de l'Etat, de la bonne gouvernance et du contrôle de l'action publique, notamment », a-t-il conclu. ■

GOUVERNANCE

LE CHEF DE L'ETAT INVITÉ À APPLIQUER LES CONCLUSIONS DES ASSISES NATIONALES

■ Par Bakary Badji

Dakar – Des associations de la société civile, regroupées au sein du collectif dénommé « Sursaut citoyen et Demain Sénégal », espèrent du président de la République, Bassirou Diomaye Faye, qu'il applique les recommandations contenues dans le « Pacte national de bonne gouvernance démocratique », un document produit lors des Assises nationales tenues du 1^{er} juin 2008 au 24 mai 2009, et portant sur une « réforme des institutions ».

Elles ont fait l'annonce, samedi lors d'une rencontre générale de la société civile avec la presse, au cours de laquelle, ces associations ont informé avoir adressé une lettre en ce sens au chef de l'Etat. « Nous avons adressé une lettre au président de la République, Bassirou Diomaye Faye, pour une rencontre d'échanges afin de l'inviter à la mise en œuvre du « Pacte national de bonne gouvernance démocratique+ », a déclaré Mamadou Ndoye, un des membres fondateurs du collectif « Sursaut citoyen et

Demain Sénégal ». Le collectif s'est dit prêt à mobiliser des d'intellectuels afin d'accompagner les décideurs dans la mise en œuvre des recommandations du Pacte, établi sur la base des Assises nationales, dont le président Faye, alors candidat à la présidentielle du 24 mars dernier, est signataire. « Ce Pacte vise la refondation des institutions pour l'approfondissement et la pérennisation de la démocratie, de l'état de droit, de la gouvernance responsable et de la centralité du citoyen », a rappelé le professeur Ndoye, en présence de plusieurs membres du collectif.

Dans l'optique de la concrétisation du Pacte, le collectif dit avoir développé deux axes de stratégies, dont la première consiste à « obtenir l'adhésion des segments les plus importants des forces vives de la nation et de l'opinion publique en général ». S'agissant du deuxième axe, « une stratégie de veille est prévue allant dans le sens d'une vigilance constante en vue de l'application du pacte et de tenir informer l'opinion sur le processus de prise de décisions », a souligné Mamadou Ndoye. Selon lui, les objectifs recherchés dans cette stratégie de veille sont de détecter à temps les signaux de menace pour le pacte. Il a annoncé la mise en place d'un « dispositif participatif avec toutes les organisations membres du collectif pour alimenter le processus informationnel ». « Déjà nos membres dans le réseau ont perçu quelques signaux sur la gestion de la question de la femme et la question religieuse », a alerté l'ancien ministre de l'Education du Sénégal. ■

SOCIÉTÉ

LE PRÉSIDENT FAYE « ATTENTIF » À TOUTES LES REQUÊTES DE L'EGLISE SÉNÉGALAISE

■ Par Charles Senghor

Dakar – Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a dit à l'Archevêque de Dakar, Mgr Benjamin Ndiaye, lors d'une visite de courtoisie, être « attentif à toutes les requêtes » de l'Eglise sénégalaise, assurant à l'autorité religieuse de la « disponibilité et l'accessibilité » de son gouvernement.

« Je puis vous assurer que vous pouvez compter sur ma disponibilité et l'accessibilité de mon gouvernement, et mon oreille reste attentive à toutes vos requêtes », a déclaré le chef de l'Etat sur la télévision publique, RTS. Mgr Ndiaye recevait, vendredi, dans sa résidence « Les Badamiers », à Dakar, le chef de l'Etat dans le cadre de ses visites dans les foyers religieux. Prenant la mesure de la « charge présidentielle », le prélat a fait part au chef de l'Etat de ses prières pour que le Seigneur lui donne la grâce nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Il s'agit en particulier selon le religieux de « l'intelligence, de la sagesse, de la connaissance et de la persévérance ». « Votre parcours a montré votre capacité d'endurance. Que cette endurance puisse être un legs qui vous aide dans vos missions d'aujourd'hui », a-t-il lancé. L'archevêque métropolitain de Dakar a souligné que « les chrétiens sénégalais ou vivant au Sénégal, qui se sentent entièrement patriotes et citoyens, entendent apporter leur contribution à la vie de notre Nation dans le respect de la pluralité des croyances ».

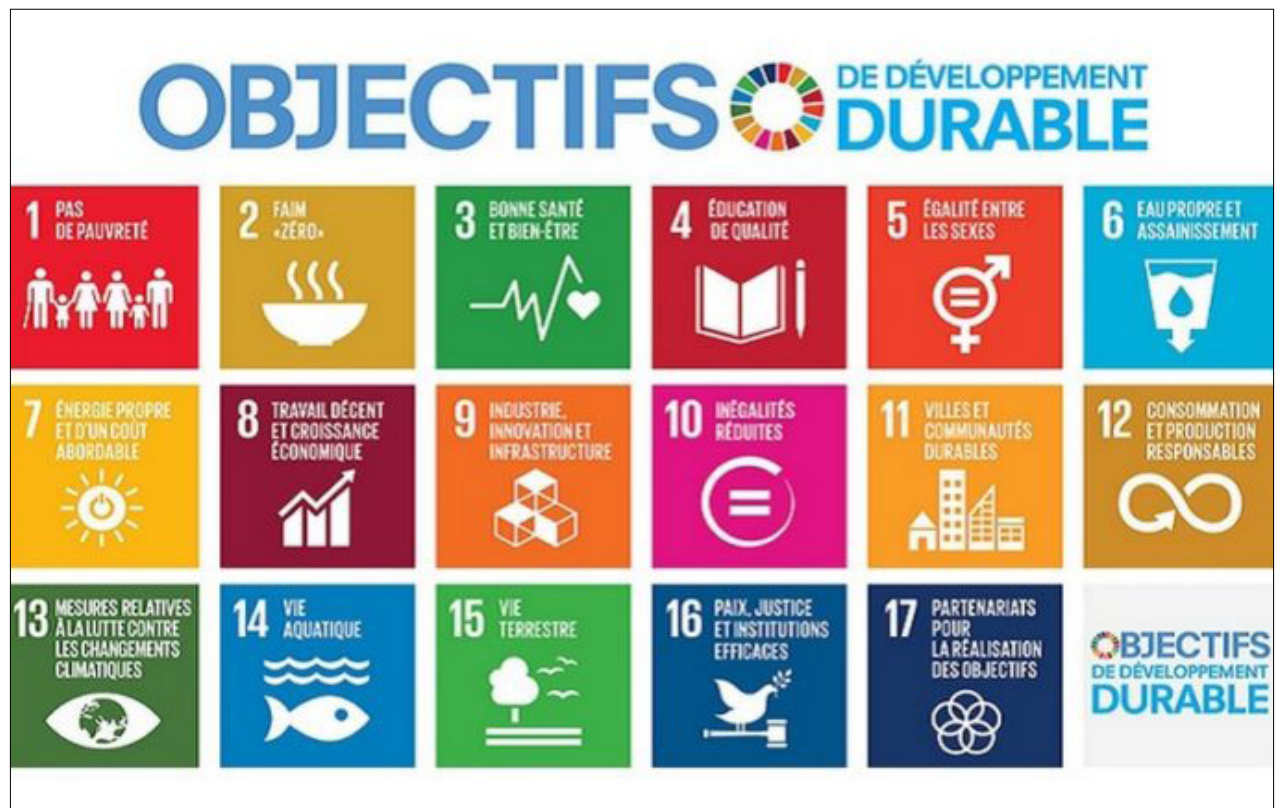
Un peu plus tôt dans la même journée, le président de la République a effectué la prière du vendredi à la mosquée omarienne, où il s'est adressé après la prière aux fidèles, en présence du khalife Thierno Madani Tall. Le président Bassirou Diomaye Faye a exprimé toute « sa gratitude envers Allah pour lui avoir donné l'opportunité de prier en ce lieu sacré ». Il a insisté dans ses propos sur « la nécessité d'une collaboration étroite entre l'Etat et les leaders religieux pour garantir la paix et la stabilité du pays ». Pour lui, les leaders religieux, sont des « guides et des piliers essentiels » de la Nation et qui jouent également « un rôle central » dans la société sénégalaise. Il a réaffirmé l'engagement de son gouvernement à « soutenir les initiatives religieuses et à promouvoir l'éducation de la population à travers la voie de la religion ». Thierno Madani Tall a formulé des prières pour le président de la République et son gouvernement, et a également souhaité que leurs actions « bénéficient pleinement à l'ensemble de la population, dans la paix et la stabilité du pays ».

Le 15 avril dernier, le chef de l'Etat s'était rendu chez le khalife général des mourides, Serigne Mountakha Mbacké, à Touba, et à Tivaouane auprès du khalife des tidianes, Serigne Babacar Sy Mansour. ■

L'AFRIQUE DOIT MISER SUR LES TECHNOLOGIES POUR ATTEINDRE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

■ Par Sokhna Bator Sall, envoyée spéciale

Addis-Abeba – Le continent africain doit « accélérer la formation » dans le domaine du numérique pour mieux tirer parti des technologies qui constituent « un outil majeur pour atteindre les objectifs de développement durable », estime le chef de la division technologie et innovation à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, Matar Seck.



« Les technologies constituent un outil majeur pour atteindre les objectifs de développement durable. D'après les statistiques, le triptyque innovations, technologies et sciences peut contribuer à 70% à l'atteinte des 17 objectifs de développement », a dit M. Seck.

Il introduisait une communication sur «Le rôle des sciences, innovations et technologies: quelles solutions efficaces pour les Objectifs de développement durable», mercredi, à Addis-Abeba, au dernier jour des travaux de la 10^e session de la Commission économique sur l'Afrique consacré aux technologies et à l'innovation pour le développement durable.

« Avec les technologies de l'information, a-t-il souligné, beaucoup d'emplois peuvent être générés, surtout dans les pays en développement, en permettant d'inclure les jeunes et les femmes dans les activités de développement durable ».

« C'est un atout à exploiter », a lancé Matar Seck, ajoutant que pour y arriver, « il faut accélérer la formation dans le

numérique, car 90% des nouveaux emplois seront dans le digital où auront une composante numérique ». L'Afrique a un atout à saisir dans ce domaine, une opportunité pour le continent de « se hisser parmi les leaders au nouveau mondial grâce à notre dividende démographique », a-t-il ajouté.

Au niveau sanitaire également, la technologie compte beaucoup par l'entremise de la télémédecine qui se fonde sur les Technologies de l'information et de la communication, selon Matar Seck.

Il a donné l'exemple de l'administration où les technologies sont déterminantes, pour un accès rapide des populations aux services. « Les États doivent investir sur l'éducation, mais également le développement des technologies émergentes, notamment l'intelligence artificielle, la nanotechnologie pour préparer les jeunes pour le futur », a préconisé Matar Seck.

Il considère que « tout cela montre un grand intérêt pour l'ensemble des pays africains de promouvoir l'usage

des technologies numériques, parce qu'aujourd'hui, c'est le raccourci pour accéder au développement durable ». Dans le domaine agricole, où « près de 70% de la population est rurale, en utilisant les dernières technologies, on peut développer et industrialiser cette activité », a-t-il dit.

De même, dans le domaine de l'élevage, la productivité peut être améliorée, comme dans le secteur des arts, de la culture, la pêche. Il en est de même avec la sécurité des frontières, la sécurité alimentaire, par le biais des systèmes de productions alimentaires utilisant les technologies numériques.

« En gros, les technologies peuvent être appliquées dans tous les secteurs pour améliorer les capacités de ces activités », ou « pour créer d'autres pour le bien des populations et créer de l'emploi pour cette jeunesse », a relevé M. Seck.

Pour lui, « la seule voie pour créer de l'emploi » au profit cette jeunesse africaine, « est l'usage des technologies, à travers leur application dans les divers secteurs de développement ». ■

TOURISME

THIÈS : LA FORÊT D'ALLOU KAGNE,
UN « BERCEAU DU TOURISME INTÉGRÉ »

■ Par Alioune Diouf

Thiès – La forêt d'Allou Kagne, située sur le plateau de Thiès (ouest), regorge d'un immense potentiel naturel qui peut valablement permettre à cet écosystème forestier d'être le « berceau du tourisme intégré » au Sénégal, a dit le président de l'Organisation nationale pour l'intégration du tourisme sénégalais (ONITS), Doudou Gnagna Diop.



« J'avais dit ici – cela fait trente ans que je le dis – qu'Allou Kagne, par exemple, peut être un berceau du tourisme intégré, parce que le paysage est fait pour cela », a souligné M. Diop. Il intervenait samedi dans le cadre de la célébration des 20 ans de l'ONITS.

Selon l'acteur touristique, l'implantation dans cette zone, située entre Dakar et Thiès, de petites structures hôtelières, développerait le maraîchage, le transport, l'artisanat, etc. « Le tourisme intégré peut être un pôle d'attraction regroupant dix à quinze auberges et campements d'une à une cinquante de chambres », a-t-il relevé.

Il a insisté sur le nombre d'emplois qui pourrait être créé, la « valeur ajoutée » que cela représenterait pour les jeunes, la réalisation de telles installations, combinées à des « poches de développement économique et social », dans la principale ressource foncière qui reste dans la région. « Un tel choix n'a rien à voir avec l'option de transformer tout Allou Kagne en maisons et appartements qui seront vendus à des gens venus d'autres localités », a-t-il laissé entendre. Sur le potentiel de création d'emplois du tourisme, M. Diop a fait savoir qu'une petite structure hôtelière en milieu rural génère « au mi-

nimum 10 emplois », notamment dans la restauration, la réception, la piscine, ou encore le nettoyage.

Il s'est félicité du regroupement du tourisme et de l'artisanat sous la même tutelle, dans la nouvelle nomenclature gouvernementale. Diop voit un lien naturel entre l'idée d'implanter un tourisme intégré à Allou Kagne et la vision des nouvelles autorités pour le secteur touristique, consignée dans le +Projet+, le nouveau référentiel des pouvoirs publics, auquel il dit avoir contribué à la conception. Selon lui, il s'agit de faire du tourisme durable, de l'écotourisme et du tourisme responsable. « L'écotourisme encadre les ressources naturelles et crée un tourisme beaucoup plus humain, en réduisant la pauvreté surtout en milieu rural », a-t-il indiqué. Doudou Gnagna Diop estime qu'il va falloir « repenser », le tourisme intégré, et « impliquer davantage d'autres créneaux du secteur et la couche sociale jeune ». Ce natif de Thiès, propriétaire d'un réceptif à Ndianda, dans le département de Mbour, invite les Sénégalais à appuyer le secteur touristique pour réduire le chômage, au moins en milieu rural.

Promettant l'accompagnement de l'ONITS à la politique touristique de l'Etat, il

préconise « le pragmatisme », en mettant en œuvre des « projets concrets » grâce aux « atouts indéniables » dont dispose la région. Selon lui, avec un aéroport international accessible en 10 minutes, Thiès dispose d'atouts importants qu'il faut davantage développer.

L'ONITS a été créée en 2004 pour unir les acteurs touristiques, regrouper leurs forces et compétences, afin de faire face aux problématiques du secteur, qui manquait de moyens financiers et de visibilité. La création d'un salon inter-régional du tourisme, s'est matérialisée avec la tenue, avec des Gambiens de quatre éditions de l'évènement touristique, "Mboka", qui avaient eu lieu, tour à tour au Sénégal et en Gambie. L'organisation entend reprendre ce rendez-vous, qui a connu un temps d'arrêt lié aux pandémies Ebola et la Covid-19, ainsi qu'aux troubles politiques.

L'ONITS, en la personne de Doudou Gnagna Diop, a représenté le Sénégal, aux côtés de quatre autres pays, dans le comité de rédaction de manuels didactiques, livrés en 2012 et enseignés dans les écoles de formation en tourisme. L'organisation d'une course de cafetiers, des élèves en formation notamment, a marqué la célébration des 20 ans de l'ONITS. ■

CULTURE

■ Par Fatou Kiné Sène

Dakar – La ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, Khady Diène Gaye, a annoncé jeudi le report de la 15^e édition de la Biennale de l'art africain contemporain de Dakar (Dak'Art), initialement prévue du 16 mai au 16 juin 2024, à la période du 7 novembre au 7 décembre de la même année. C'est « une décision murie et réfléchie » par le gouvernement du Sénégal, a estimé sa secrétaire générale, Marième Ba, tandis que des artistes sénégalais et étrangers et des galeristes, bien avancés dans les préparatifs de l'événement, ont décidé de maintenir leur programme malgré l'annonce du report.

« Ce report, par-delà les contraintes et les aléas induits par le contexte national et international, tient à la volonté des nouvelles autorités en charge du secteur d'organiser la Biennale dans des conditions optimales à la hauteur de son envergure et de sa réputation de rendez-vous historique des amateurs d'art du monde », a déclaré Khady Diène Gaye dans un communiqué transmis à l'APS.

La tutelle a déjà informé la communauté artistique de ce report et compte maintenir le même schéma organisationnel qui a été défini autour du thème général "The Wake" (L'éveil, le sillage), sous la direction artistique de la commissaire Salimata Diop.

La programmation de l'exposition officielle "In" et les "Off" ainsi que les pays invités d'honneur, à savoir les États-Unis d'Amérique et le Cap-Vert, sont maintenus, précise-t-elle dans le communiqué. Elle réaffirme « l'engagement en faveur des arts et de la culture » du gouvernement à travers le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture.

Khady Diène Gaye a fait part de sa « profonde et inébranlable volonté d'offrir une expérience artistique exceptionnelle qui célèbre la créativité, la diversité et le dialogue ».

La décision de reporter la biennale est « murie et réfléchie, sage et très bonne », a réagi la secrétaire générale de Dak'Art dans un entretien téléphonique avec l'APS, relevant que « les nouvelles autorités veulent prendre du temps vue l'envergure et le rayonnement du Dak'Art à travers le monde ».

Marième Ba a ajouté que cette décision « louable » des autorités a été prise sur proposition du comité d'orientation présidé par le notaire Me Amadou Moustapha Ndiaye, par ailleurs collectionneur d'art. Elle a rappelé que la Biennale de l'art africain contemporain de Dakar est une manifestation étatique à laquelle sont conviés les artistes, les commissaires, le secteur privé et institutions et toute la communauté artistique.

DAK'ART : LA 15^e ÉDITION REPORTÉE À LA FIN DE L'ANNÉE, DES ARTISTES SE RÉORGANISENT



DES ARTISTES ET GALERISTES MAINTIENNENT LEUR PROGRAMME MALGRÉ LE REPORT

Des artistes sénégalais et étrangers et des galeristes, bien avancés dans les préparatifs de la 15^e Biennale de l'art africain contemporain de Dakar (Dak'Art), ont décidé de maintenir leur programme malgré l'annonce, jeudi, par l'État sénégalais, du report de cette édition à la période du 7 novembre au 7 décembre.

Le peintre Zulu Mbaye, président de l'Association des artistes plasticiens du village des arts de Dakar, estime que ce report est un "coup très dur" pour les artistes. Il est à mettre selon lui sur le dos de ceux qui n'ont pas été « dynamiques dans l'organisation du projet » de cette édition de la biennale de Dakar.

« Cela a été volontaire et délibéré parce qu'ils avaient deux ans pour préparer cette édition », rappelle-t-il en indiquant que deux des trois grands projets qu'il devait accueillir seront maintenus et débiteront le 16 mai prochain. Il s'agit, dit-il, de l'exposition prévue au musée Boribana entre cinq artistes sénégalais et cinq de leurs homologues venant des États-Unis. L'autre exposition retenue et prévue à l'espace Sokhamon à Dakar va réunir douze artistes du Nigeria.

Il déclare que seul le projet concernant des artistes de la Barbade qui devait être suivi de la signature d'accords culturels entre le Sénégal et cet État des Caraïbes a été reporté à novembre. « Certains sont beaucoup avancés dans les préparatifs avec l'achat des billets d'avion non remboursables, des réservations d'hôtels et les projets. Risquant de tout perdre, ils ont préféré maintenir leur programme », a expliqué Zulu Mbaye. Il en est ainsi à l'espace "OH Gallery", sis au centre-ville de Dakar. Ses occupants comptent tenir leurs activités du 16 mai au 16 juin prochain. « Tout est maintenu, car ce n'est pas à trois semaines d'un événement qu'il faut annuler. Des frais ont été engagés, les gens ont bouclé leur planning. Nous avons décidé avec les artistes de maintenir tous les programmes, aucun ne saute à notre niveau », martèle Océane Harati, responsable de "OH Gallery". Elle annonce l'ouverture, le 11 mai, des

programmes de la galerie avec l'organisation de quatre grandes expositions dans ses locaux et en dehors, avec, entre autres, des artistes sénégalais tels que Soly Cissé. Une exposition intitulée "Le monde perdu" et accompagnée d'un texte écrit par le critique d'art Babacar Mbaye Diop est prévue à cette occasion.

Il est aussi prévu une exposition avec Viyé Diba sur "Archives textiles", accompagnée d'un texte d'El Hadji Malick Ndiaye, directeur du musée Théodore Monod de l'IFAN, l'Institut fondamental d'Afrique noire. Océane Harati signale aussi que le programme comporte des tables rondes et débats. L'artiste Ican Ramajali du "Laboratoire Agit'Art" pense pour sa part que ce report de la biennale "affaiblit la culture et les arts au Sénégal", car pour lui, "le Dak'Art est une fête des artistes qui, à l'occasion, exposent leurs réflexions sur la marche du monde".

« Pendant la crise, tous les autres chantiers ont continué, on construisait des routes, le travail dans les bureaux n'était pas interrompu, pourquoi la Biennale subit ce coup ? », s'interroge-t-il. Malgré le report, dit-il, "le Parcours" (structure regroupant des galeristes et artistes) a maintenu ses activités, car les budgets ont été consommés depuis six mois avec tous les préparatifs entamés.

Celui qui invite à la tenue d'assises de la culture estime que la biennale de Dakar est « unique » en son genre, parce qu'elle est organisée sur l'étendue du territoire national.

Idrissa Diallo, acteur culturel, dit ne pas être contre ceux qui maintiennent leurs activités, mais se demande s'il faut parler de "Off" puisque le "In" a été reporté. Il dit ne pas être surpris par ce report, car les œuvres des 58 artistes sélectionnés dans le "In" sont toujours chez leurs propriétaires, dénonçant ainsi le "manque d'anticipation des anciennes autorités de la culture".

Le critique d'art Massamba Mbaye, président de la commission "Off", signale que plus de 400 expositions avaient déjà demandé leur inscription. ■

SANTÉ

■ Par Alhousseynou Diagne

Podor – Le district sanitaire de Podor (nord) a enregistré en 2023, 18 décès de femmes liés à des grossesses. C'est Hadja Ndiaye Sall, la coordinatrice, santé de la reproduction dudit district.

« En 2023, nous avons enregistré 18 décès de femmes liés à des grossesses dont 13 étaient pourtant évitables », a-t-elle déploré au cours d'un panel d'échanges sur les barrières liées à l'utilisation des méthodes de planification familiale et de plaider pour l'engagement des collectivités territoriales dans le financement de ces questions.

« Les cinq autres femmes décédées portaient des grossesses à risque », a ajouté la maîtresse sage-femme du centre du santé Ahmadou Malick Gaye de Podor. Elle a indiqué que le taux de contraception du district sanitaire est acceptable, relevant, toutefois, un certain nombre de difficultés « Nous sommes confrontés à des difficultés dans l'utilisation, la disponibilité, l'accessibilité géographique et financière des produits de planification familiale », a-t-elle expliqué, appelant les collectivités territoriales à appuyer les

PODOR : 18 DÉCÈS MATERNELS ENREGISTRÉS DANS LE DISTRICT SANITAIRE EN 2023



postes de santé du district sanitaire de Podor, pour réduire la mortalité mère-enfant et renforcer l'utilisation des produits de planification familiale".

Concernant la prévalence contraceptive, « nous nous sommes fixés le défi d'atteindre un taux de 30% en 2025 avec une bonne utilisation des produits de planification familiale et le maintien des femmes dans cette dynamique », a-t-elle indiqué. Pour y arriver, selon elle, « il faut un engagement

effectif de tous les acteurs impliqués, particulièrement les autorités administratives, les collectivités territoriales, les sages-femmes, les +Bajenu Gox+, les religieux, entre autres ».

La rencontre qui a enregistré la participation de plusieurs élus territoriaux, des partenaires, des sages-femmes et des + Bajenu Gox+ (marraines de quartier), a été présidée par l'adjoint au préfet de Podor, Ousmane Sidibé. ■

SANTÉ OCULAIRE DES STRATÉGIES ET ORIENTATIONS PRIORITAIRES EN COURS D'IDENTIFICATION

■ Par Adama Diouf Ly

Thiès – Le ministère de la Santé et de l'Action sociale, avec l'appui de l'ONG Sightsavers et d'autres partenaires, travaille à identifier des actions, stratégies et orientations prioritaires en faveur de la santé oculaire des populations vulnérables pour 2024-2027.

Dans cette perspective, les directeurs régionaux de la santé de Kaolack, Tambacounda, Diourbel, Ziguinchor et Kédougou, des techniciens en santé oculaire et médecins-chefs de région, ont planché sur la planification des activités devant être mises en œuvre.

Les participants à cette rencontre clôturée vendredi à Thiès étaient également appelés à élaborer les budgets détaillés par région, par activité et par district pour réussir la sensibilisation des populations sur la santé oculaire.

Ils sont aussi appelés à disposer de données dans ce domaine, selon le chef de la division du système d'information sanitaire et sociale à la direction de la planification, de la recherche et des statistiques de la Santé, Tidiane Gadiaga.

En 2023, le ministère de la Santé a bénéficié d'un programme de l'ONG Sightsavers et de la coopération irlandaise (Irish Aid), dénommé "A Better

World" et qui vise l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment les plus vulnérables.

L'atteinte de cet objectif passe par l'amélioration de la prise en charge des groupes vulnérables en général et en particulier les personnes handicapées, comme les déficients visuels. Ce projet s'aligne sur « les priorités du gouvernement sénégalais », a indiqué le responsable du programme santé et éducation inclusive à Sightsavers.

Alioune Diagne a rappelé que la première phase de ce programme (2017-2022) a été mise en œuvre par le programme national de santé oculaire et le ministère de l'Éducation nationale, à travers la Direction du contrôle médicale pour la prise en charge des élèves déficients visuels. Il s'agit d'aller vers des « services complets de soins oculaires, de réadaptation, de prévention et de soins de qualité accessibles partout et pour tous », a dit M. Diagne.

Les activités et stratégies identifiées tournent autour de la formation, le genre et le handicap, les équipements des structures sanitaires dans ces régions, la construction d'infrastructures, les activités de plaider et de bonne gouvernance sanitaire.



Le programme arrêté va mettre l'accent sur le renforcement de l'intégration de la santé oculaire dans les systèmes de santé, notamment sur la gouvernance, le financement de la santé, la prestation de services, les ressources humaines, l'information sur la santé, les médicaments et la technologie.

Il sera déroulé de 2024 à 2027 dans les régions identifiées, dont les directeurs régionaux de la santé, les médecins, chefs de districts et planificateurs étaient présents à la rencontre de deux jours. ■

INFRASTRUCTURES

■ Par Ibrahima Diébakhaté

Kédougou – Des sportifs de Kédougou réclament l'achèvement, dans les plus brefs délais, des travaux du stade municipal Mamba Guirassy dont les travaux sont interrompus, a dit à l'APS, Kécouta Doucouré, président de la zone numéro 1 de l'Organisme départemental de coordination des activités de vacances (ODCAV) de Kédougou.

« Nous voulons que les travaux de construction du stade se terminent maintenant pour permettre de jouer les +navétanes+ au moins cette année. Nous avons trop attendu depuis février 2023 et ils avaient dit six mois, mais tous les travaux sont à l'arrêt depuis lors », a déploré M. Doucouré lors d'un entretien avec l'APS. Il signale que toutes les activités footballistiques des +navétanes+ sont à l'arrêt depuis l'année dernière, à cause du retard des travaux de construction du stade municipal.

« Nous avons qu'un seul stade dans la région. C'est le stade municipal de Mamba Guirassy de la ville de Kédougou et nous avons toujours joué sur ce terrain avec ou sans gazon et ça ne nous empêche pas d'évoluer. Au moins qu'ils respectent leur engagement », s'est-il offusqué. Au-delà de la commune de Kédougou, il déplore le manque d'infrastructures sportives dans toute cette région. « Aujourd'hui, nous avons des problèmes avec l'équipe régionale, la Gazelle, qui est obligée d'aller jusqu'à Tambacounda ou dans les autres régions pour participer au championnat », a-t-il relevé. « Et l'Étincelle qui joue le football féminin, est obligée de sortir pour jouer ses matchs, ce qui n'est pas normal », s'est-il insurgé. Il a lancé un

KÉDOUGOU : DES SPORTIFS VEULENT L'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX DU STADE MUNICIPAL MAMBA-GUIRASSY



appel au maire de la commune de Kédougou et à la Fédération afin qu'ils terminent les travaux de pose de gazon synthétique dans les brefs délais, pour permettre de jouer les +navétanes+ et les compétitions de la ligue régionale. Selon lui, à cause de l'impraticabilité du stade Mamba Guirassy, la Gazelle de Kédougou est dans la zone rouge du championnat national. A Kédougou, le manque d'infrastructures sportives est vécu comme une véritable injustice. Pour la moindre compétition, les clubs locaux sont obligés de se déplacer jusqu'à Tambacounda ou d'aller vers d'autres régions du pays. « Nous n'avons pas joué les +navétanes+ à cause de l'arrêt prolongé des travaux de construction du stade municipal. Et les

clubs qui sont engagés au championnat national ne reçoivent plus à Kédougou. C'est une injustice qu'on doit rectifier rapidement », estime Mady Dangnokho, secrétaire général du club féminin Étincelle.

M. Dangnokho, qui est par ailleurs le président du conseil départemental de la jeunesse de Kédougou, indique que l'équipe de la Gazelle a perdu tous ses matchs, car recevant à l'extérieur. « Aujourd'hui, si elle parvient à avoir le maximum de points, elle risque de se retrouver en national 2. Donc une situation que nous ne voulons pas et tout ça est dû au manque d'infrastructures dans la région de Kédougou », a-t-il dit.

FOOTBALL

L'ENTRAÎNEUR DES LIONNES EN TOURNÉE EN FRANCE

■ Par Fatima Dieng

Dakar – L'entraîneur de l'équipe nationale féminine A de football, Mame Moussa Cissé, séjourne depuis une semaine en France, pour une "immersion dans certains grands clubs" et aller à la rencontre de joueuses sénégalaises évoluant dans ce pays.

« Ce voyage me permet d'une part de voir certaines de nos joueuses, et d'autre part de faire une immersion dans certains grands clubs de football féminin pour voir les infrastructures, mais surtout pour avoir des échanges sur la méthodologie adoptée, le modèle de management, la gestion des joueuses lors des compétitions de haut niveau », a-t-il expliqué à l'APS.

Mame Moussa Cissé présente ce voyage comme "un partage d'expériences", soulignant que « cela a été bien apprécié ». Il s'est déjà ren-

du dans deux clubs accueillant des joueuses de l'équipe nationale. Le technicien sénégalais déclare avoir passé « trois jours dans le club de Thonon (D2 France) où nous avons quatre joueuses : Wolimata Ndiaye, Coumba Sylla Mbodji, Ndèye Mbathio Lohourignon et Yama Lélo ».

Après Thonon, le coach dit être « allé suivre le match Marseille-Lens », signalant que trois de ses joueuses évoluent à Marseille : Mama Diop, Ndèye Awa Diakhaté et Mbayang Sow. Il annonce qu'il assistera à la rencontre entre l'Olympique Lyonnais et Guingamp avant de retourner à Paris jeudi pour la suite de sa tournée.

Les Lionnes du Sénégal, quarts de finaliste à la dernière Coupe d'Afrique des nations, vont retourner pour la deuxième fois de l'histoire dans cette compétition prévue au Maroc, mais dont la date n'a pas encore été retenue.



Mame Moussa Cissé assure toutefois que son équipe se prépare pour être à l'abri de toute surprise. « En tout cas, nous, on se prépare pour ne pas avoir de surprise pour cette compétition », a dit le sélectionneur des Lionnes, qui a assisté à la demi-finale de la Ligue européenne des champions ayant opposé Lyon et PSG, un match de "très haut niveau" joué devant 38.500 spectateurs. ■